

La guerre ouverte des 1% les plus riches contre le reste du monde

jeudi 29 novembre 2018 - par [Léonel Houssam](#)

Depuis maintenant plusieurs semaines, les "gilets jaunes" enflamment les médias et font trembler la *République en Marche*. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est l'augmentation des taxes sur les carburants décidée par le gouvernement (sous l'égide de l'ex-ministre préféré des français, Nicolas Hulot) sans que les sociétés de croisières ou les compagnies aériennes n'aient à payer la moindre taxe sur les carburants qu'elles consomment alors que leur impact en terme de production de CO² est exponentiel et massif. Le mouvement des "gilets jaunes", soutenu par une très large majorité des français est composé de citoyens de tous bords réunis autour d'une colère sourde causée par l'injustice fiscale dont ils sont victimes. Le mépris d'Emmanuel Macron à l'encontre des classes populaires et de la classe moyenne (hors cadres) n'est plus à prouver. En réalité, la focalisation sur l'augmentation des impôts et des taxes cache une réalité et un mal encore plus profond : l'écart grandissant entre les riches et les pauvres et un accaparement des ressources par une caste dirigeante désormais en possession de tous les pouvoirs. La démocratie est morte depuis longtemps. Les français appelés à voter ont le choix entre ultra-libéralisme et "populisme" (terme en réalité usité pour disqualifier l'opinion citoyenne et la rage contre les nouveaux seigneurs que sont les grands patrons et leurs bras armés : les élus de la République en Marche, du Modem, du P.S. et des Républicains).



Une dictature économique.

A quoi bon faire de grands discours ? Une bonne démonstration de la réalité des français nécessite quelques données synthétisées ici et qui parleront à tout le monde :

Augmentation des salaires en général en France en 2018 : 1,8%. Inflation : 2,1%. Baisse de revenus général : 0,3%. Revalorisation du Smic : 0%. Augmentation des salaires des fonctionnaires : 0%, donc perte de 2,1% de revenus (salaires gelés depuis dix ans hors primes).

Baisse des pensions de retraite pour 2019 : environ 1,7%.

- J'ajoute : augmentation des salaires des cadres : 2,7%.
- Augmentation des revenus des grands patrons en 2017 : 14%.
- Augmentation des salaires des membres des cabinets ministériels en 2018 : 20%.
- Augmentation des salaires des ministres en 2018 : jusqu'à 27,6%.
- Augmentation des revenus des élus locaux en 2018 : jusqu'à 40%.

... et 56% pour le bon samaritain Balkany.

Les taxes sont une chose, mais la source du problème est le mépris des "payeurs", ceux qui achètent les compétences, la motivation et la nécessité de remplir son frigo. Les salariés du privé comme du public, les retraités également, sous un certain niveau de revenus se font littéralement tabasser par leurs employeurs (Les patrons et l'Etat). Les arguments fallacieux des patrons sédicioux et des partis libéraux au pouvoir depuis des décennies sont simples et même simplistes : la dette publique énorme, et la mauvaise productivité des travailleurs français. Ces causes pourraient être entendables si, au regard des données publiées ci-dessus, les plus riches, les plus favorisés ne s'octroyaient eux des augmentations de revenus sentant bon le hold'up. Ces élites économiques et politiques contrôlent la plus grande partie des médias, des institutions de la République, de l'appareil productif et de tous les pans de l'économie française. Cette situation n'est pas spécifiquement française. Toute l'Europe est touchée par cette guerre ouverte des grands patrons et de leurs élus désignés contre les

classes moyennes et les classes populaires.

Une stratégie de long terme.

Le processus d'accaparement des pouvoirs politiques, économiques, judiciaires et militaires par la classe (caste) dirigeante n'est pas nouvelle. Le principe est très simple pour les ultra-libéraux : déréglementer les marchés financiers (zéro impôts, légalisation de pratiques autrefois frauduleuses, on est passé de l'évasion fiscale à l'optimisation fiscale, le second étant la version légalisée de la première), geler les salaires, casser les corps intermédiaires en les discréditant ou en les corrompant (syndicats, ...), compenser le gel des revenus par des produits financiers (crédits à la consommation, immobiliers, auto, etc.), assécher les rentrées fiscales et donc détruire lentement mais sûrement les services publics et les conquêtes sociales du feu Etat-Providence (moins les services publics reçoivent de financements, moins ils sont efficaces, moins ils sont efficaces et plus on les accuse d'être de mauvaise qualité. Résultat : privatisation de toutes les missions publics au bénéfice des sociétés privées qui se régalent d'argent public pour proposer des prestations déplorables aux citoyens), discréditer la parole populaire (tout ce qui s'oppose à l'idéologie ultra-libérale est "populiste", annulation du vote "contre la constitution européenne" en 2005...).

Une situation pré-insurrectionnelle.

Chaque citoyen, à son niveau, ressent, subit et connaît cette stratégie. Chacun y répond par sa propre colère, par ses propres dépressions, par ses propres addictions, par ses abstentions. Le système tient bon. Tant que les français pourront avoir un toit, de la nourriture dans le frigo, des promos toute l'année (Black Friday, Noël, la Saint-Valentin, la Fête des Mères, les soldes, ...), de l'information partielle et partiale, des loisirs ponctuels et des jeux du cirque (Coupe du Monde de Football, J.O., etc.), cela passera. Seulement la situation est hors de contrôle. Les outils démocratiques sont bafoués, auxquels s'ajoutent le réchauffement climatique, la sixième extinction des espèces, la digitalisation complète des industries, de l'agriculture et des services, la finance hors-sol (mafia légalisée), une démographie mondiale en hausse folle tandis que les capacités de la planète à les nourrir sont en chute libre. Le système s'emballé, l'Ultra-libéralisme prend l'eau de toute part, installant un climat pré-insurrectionnel aux conséquences encore imprévisibles. Le grand effondrement de notre société est en cours. Il ne s'agit pas d'une crise, mais bien d'une chute sans retour de notre monde tel que nous le connaissons depuis un demi-siècle. Dans ce climat, les nouveaux seigneurs de France, alliés aux seigneurs du monde entier, se serrent les coudes pour prendre tout ce qu'il y a à prendre avant extinction complète de la lumière. Cette attitude que chaque citoyen ne peut freiner nécessite une réaction collective. Cette réaction se doit pourtant d'être novatrice. Il faudra prochainement s'adapter, sans doute survivre dans un monde que l'Humanité n'a jamais connu : pénuries, carences, guerres, violences, abaissement brutal de l'espérance de vie, Les revendications des gilets jaunes sont confuses parfois antinomiques avec notre nouvelle réalité et manquent souvent leur cible : l'Etat n'est que l'instrument des ultra-libéraux. Ces derniers sont à la manoeuvre et les politiques qui leur sont favorables (Macron en tête de liste) ne sont que des exécutants de leur projet. Il faut viser les stratèges, les généraux, les pilotes et les bénéficiaires réels de cette asphyxie des classes populaires. Ce n'est pas sur les Champs-Élysées qu'il faut se ruer, mais dans le plus grand centre d'affaire d'Europe, j'ai nommé La Défense. Il faut demander des comptes aux "chefs" de ce monde et ils sont dans les sièges sociaux des multinationales. Car si Macron était amené à quitter son mandat de façon prématurée (ce qui n'arrivera pas), il serait remplacé par un autre sbire des vrais décideurs de ce monde... Ce sbire et ses équipes pourraient être n'importe quel personnage politique en vue à ce jour (Lepen, Dupont-Aignan, Hamon, etc.).

Le "dégagisme" doit se porter non pas sur les politiques visiblement à la manoeuvre (ils ne sont qu'un pare-feu) mais sur les véritables élites de ce monde, les 1% qui possèdent plus que les 99% restants.

Léonel Houssam